

II. – SYMBOLIQUES DU POUVOIR ET PRATIQUES DE GOUVERNEMENT

GESTUELLE DU POUVOIR ET MODÈLE DE SOUVERAINETÉ :

LES FIGURES PRÉSIDENTIELLES DE L'AUTORITÉ DANS L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE 1962-1988

OMAR CARLIER

La mise en marche d'un Etat Algérien indépendant, à l'issue d'une rupture «révolutionnaire» sans équivalent dans le monde arabe, n'a pas modifié d'un seul coup les relations de pouvoir inscrites dans la logique antérieure du conflit pour l'indépendance, à la fois contre la puissance coloniale et contre les rivaux du parti dominant, ni entièrement effacé les modèles d'autorité hérités de la société précoloniale. Elle n'a pas davantage produit sur l'instant les (in)signes de sa souveraineté, ni les manières de dire et de faire de ceux qui ont désormais à le gouverner (1).

Bien au contraire, le *Front de Libération Nationale* (FLN) ne fait que reconduire la symbolique (hymne, drapeau...) (2) et réaménager l'idéologie (nationaliste) initiées par son devancier, le «Parti du Peuple Algérien» (PPA), dont ses propres fondateurs sont tous directement issus (3). Il a aussi conservé pour l'essentiel la formule politique qui est au principe du mouvement antérieur, dans son vecteur principal, le «populisme» (4). Son discours, ses

(1) SIVAN (Emmanuel). – Symboles et rituels arabes in *Annales ESC* (4), juillet-août 1990.

(2) CARLIER (Omar). – *Alam et Nachid. La symbolique nationale et le Parti du Peuple Algérien*. – Communication aux séminaires de Lucette Valensi (EHESS) et Annie REY (Paris V), avril-mai 1990.

(3) HARBI (Mohamed). – Le FLN, mirage et réalité : des origines à la prise du pouvoir. 1945-1962. – Paris, éd. Jeune Afrique, 1980. 446 p.

(4) IONESCU (Ghita) et GELLNER (Ernest) éd. – *Populism. Its meanings and national characteristics*. – London, Weidenfeld and Nicholson, 1969, 263 p.

techniques de mobilisation, son « contrat social » (5). Certes, la « Révolution » est sortie de la « guerre de libération » – les deux syntagmes sont employés l'un pour l'autre dans les lexiques élitaires et populaires – aux couleurs du socialisme arabo-musulman et en hissant l'armée au sommet de l'Etat (6). Unique en son genre au Maghreb, cette corrélation constitutive d'un « populisme militaire » n'est pas inédite au Machrek, avec le Nassérisme et le Baasisme, bien qu'elle ne révèle pas au même degré, dans ces derniers cas, l'aspect d'un idéal-type (7).

Toutefois, il a bien fallu donner une « forme » à la conduite politique de la société, un langage adapté au passage d'un populisme de contestation à un populisme de régulation, aux exigences d'un mythe fondateur trentenaire (le peuple organisé, la nation réveillée...), aux particularités nationales d'une histoire coloniale centenaire (Abdelkader, les colons...), et d'une culture maghrébine séculaire (beylick et siba, açabiya et tariqa, fiqh et Eilm). Une valeur et une posture de commandement, et non pas seulement une constitution ou un programme de gouvernement, une gestuelle de l'autorité dépassant la simple technique de communication, un rituel de célébration et de commémoration magnifiant un modèle d'instruction civique (8). Bref, un « style » capable de « résoudre » la « quadrature du cercle », de maîtriser ou de réduire la tension inhérente au populisme algérien, fondé sur la combinaison d'un modèle de parité convenant à l'égalitarisme des « frères » et d'un modèle de disparité propre à la supériorité charismatique du chef, bien au delà de la rhétorique et de la technique associées à la « direction collégiale » (9).

Une recherche antérieure sur l'incorporation et la corporéité du politique, en deça de l'indépendance, nous conduisait à pousser l'investigation de cette « physique du pouvoir » au delà de l'indépendance. Le parti populiste avait produit l'archétype du « militant ». La guerre avait reconstruit celui du « chahid » (10). Dans les deux cas, le système politique se développait selon

(5) La catégorie a été successivement utilisée par Mostefa Lacheraf, moi-même et Mohamed Harbi. Ce n'est que beaucoup plus tard que nous tenterons de développer et discuter systématiquement son application au cas du nationalisme algérien. Pour la discussion du concept à propos du système politique algérien issu de l'indépendance, Michel CAMAU – *La notion de démocratie dans la pensée des dirigeants maghrébins*. – Paris, CNRS, 1971, 502 p.

LECA (Jean) et VATIN (Jean-Claude) – *L'Algérie politique. Institutions et régime*. – Paris, FNSP, 1975.

TOURAINE – *La parole et le sang. Politique et Société en Amérique Latine*. – Paris, éd. Odile Jacob, 1988, 532 p.

(6) LECA (J.) et VATIN (J.C.), *op. cit.*

ZARTMANN (William). – The Algerian army in politics. – in, *CE Welch ed. Soldier and State in Africa*, 1970, et ses chroniques dans l'*Annuaire de l'Afrique du Nord (AAN)*.

(7) TOURAINE (Alain), *op. cit.*

(8) Pour la période coloniale, COLONNA (Fanny). – *Instituteurs algériens 1883-1939*. – Paris, PUF, 1975, 239 p.

Pour l'Algérie indépendante, HADDAB (Mustapha). – *Education et changements socio-culturels : les moniteurs de l'enseignement élémentaire en Algérie*. – Alger, OPU, 348 p.

HADDAB (Zoubida). – *Les manuels de lecture de l'enseignement élémentaire*. – DES, Sciences Politiques, 1976, 111 p.

(9) Nous reprenons la notion de « style » à BROWN (Peter) – *Genèse de l'Antiquité tardive*. – Paris, Gallimard, 1983, 195 p. et celle de « charisme » à WEBER (Max) – *Economie et Société*. – Paris, Plon, 1971.

(10) BABADJI (Ramdane). – texte inédit sur le statut symbolique et juridique du « chahid ».

un idéal de «sainteté politique» et une «religion politique» mobilisant un rituel et des symboles, à partir d'un syncrétisme politico-culturel procédant d'une contamination des modèles, irréductible à la simple reconduction mimétique d'un héritage supposé moderniste (le centralisme démocratique, les dépouilles de l'Etat colonial...) ou à la néo-patrimonialisation clientéliste d'une corporation de «mameluks» (11). Dans les deux cas, le Raïs se démarquait et retrouvait tout ensemble le Ghazi et le Zaïm, la logique du pouvoir et du conflit suscitait la redéfinition d'une posture de souveraineté ou la «rationalité» du commandement faisait corps avec «l'irrationalité» du pouvoir (12).

Cette problématique weberienne retrouvait ainsi de vieilles questions et de grands classiques – la «royauté sacrée» de Frazer, les «rois thaumaturges» de Marc Bloch, les «deux corps du roi» de Kantorowicz – et les travaux plus récents de R. Bellah sur la «religion civile» ou de E. Shils sur le «charisme», et tentait de les adapter au cas algérien (13).

Cependant, malgré Clifford Geertz, le monde musulman suscitait peu de recherches dans cette direction (14). Mais tout récemment, J. Dakhli et L. Valensi retrouvaient cette filiation en opposant, pour l'époque ottomane, deux modalités idéal-typiques d'exercice du pouvoir, le modèle ascétique maghrébin et le modèle «magnifique» du Grand Seigneur (15).

Nous essaierons ici, au prolongement d'un recherche concomitante sur la symbolique et la liturgie nationaliste, de transposer cette idée au système politique algérien, en dégageant les variantes d'un modèle de souveraineté qui a sans doute permis de résister pendant vingt cinq ans à l'usure de la formule populiste (16).

(11) Le concept de néo-patrimonialisme est repris à S.E. EISENSTADT. – *Traditional patrimonialism and Neo patrimonialism*. – Londres, Sage, 1973.

Pour son application au cas de l'Algérie voir ADDI (Lahouari). – *Etat et pouvoir dans les sociétés du Tiers Monde : le cas de l'Algérie*. – Paris, 1987, thèse EHESS.

(12) WEBER (Max), *op. cit.*

(13) FRANZER (James). – *Le rameau d'or*. – Paris, Geuthner 1923, 722 p.

BLOCH (Marc). – *Les rois thaumaturges. Etude sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale particulièrement en France et en Angleterre*. – Paris, A. Colin, 1961, 544 p.

KANTOROWICZ (Ernest). – *Les deux corps du roi. Essai sur la théologie politique au Moyen Age*. – Paris, Gallimard, 1989, 638 p. (The King's two bodies... 1957).

BELLAH (Robert). – La religion civile en Amérique, in, *Archives des sciences sociales et Religions*, n° 35 janvier-juin 1973, et SIRONNEAU (Jean-Paul). – *Sécularisation et religions politiques*. Paris, Mouton, 1982. Et sur le concept de «charisme», SHILS (Edward) – *Charisma, Order and Status*, in, *American Sociological Review*, avril 1965.

(14) GEERTZ (Clifford). – *Savoir local, savoir global, les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986. Notamment le chap. VI, *Centres, rois et charisme : réflexions sur les symboliques du pouvoir*. Egalement EVANS PRITCHARD (E.E.) – *Les anthropologues face à l'histoire et à la religion*. – Paris, PUF, 1974. Notamment le chap. IV, *La royauté divine chez les Shilluk du Soudan nilotique*.

(15) DAKHLIA (Jocelyne) et VALENSI (Lucette), communication au Colloque Soliman le Magnifique, Paris, Grand-Palais, mai 1990.

(16) Nous reprenons l'expression «formule politique» à LECA (Jean). – in, *Etat et Société en Algérie* (draft 1989).

I. – BEN BELLA

Plus qu'aucun autre, le premier gouvernement algérien résume les traits saillants d'un « régime national populaire » (17). Plus qu'aucun autre, le premier président lui prête son visage. L'un et l'autre sont d'abord reconnaissables à un « style », à une série d'attitudes et de conduites — constitutives du modèle de parité où convergent plusieurs éléments interdépendants : idéologie égalitariste de la ligne politique, sentiment électif de la position du pouvoir parmi les frères et les pairs, simplicité ostentatoire de la souveraineté et de son exercice (18).

Le premier régime produit une image de sa politique, et il fait la politique de son image, non parce qu'il a ciblé une clientèle mais parce qu'il est pris dans une relation de dépendance fixée par les normes intériorisées de la culture PPA-FLN (19). Plus que dans une doctrine, celle de Franz Fanon, réservée aux intellectuels francophones qui tiersmondise une vision « narodnicki » de la bonne violence et de la vertu paysanne, plus que dans une charte nationale, qui tente de dépasser les limites du compromis populiste formulé à Tripoli par un projet économique et politique cohérent soudain identifié à l'idéal auto-gestionnaire, plus que dans le charisme d'un leader qui revêt un costume neuf pour endosser un vieux rôle, on est tenté de chercher l'« unité » de ce populisme d'Etat dans l'articulation aux mots des gestes qui en forment le « langage » (20).

La « tournée à l'intérieur » participe de cette gestuelle du pouvoir. Inaugurée par Amar Ouzegane au moment crucial de la première campagne « labours-semailles » dont dépend, pour partie, le sort du régime sinon du pays (21). L'homme vient de publier un livre, « *Le meilleur combat* » (22). Devenu ministre de l'agriculture, il inaugure dans l'Est le transfert et le travail de la terre (23). Installé sur le tracteur yougoslave du nouveau comité de gestion, il trace lui-même le premier sillon (24). Un geste millénaire et cependant inaugural, qui renverse la relation séculaire entre « beylick » et « raya », colon et « kheddam » et efface la dualité mauvaise de l'archaïsme et de la domination. L'Etat ne ponctionne plus le peuple, il le sert, Mieux, il est le peuple en acte, dans sa remise au travail sur une nouvelle « voie droite ». Sans appareil ni protocole, le ministre s'est adressé aux fellahs pour leur

(17) TOURAINE (A), *op. cit.*

(18) DAKHLIA et VALENSI, *op. cit.*

(19) CARLIER (Omar). – Espace politique et socialité juvénile : la parole étoiliste en ses quartiers. Contribution à une étude de l'incorporation du « nous », in, *Intellectuels, lettrés, militants*, Alger, OPU, URASC, 1988.

(20) SCHMITT (Jean-Claude). – Gestures. Harwood Academic publishers 1984, 237 p. Et surtout *La raison des gestes dans l'Occident médiéval*, Paris, Gallimard, 1990.

(21) Les références qui suivent sont tirées d'un sondage de presse effectué notamment dans *Alger Républicain*, *Révolution Africaine*, *La République*, *La Dépêche de Constantine* et le journal *Le Monde*, sur l'ensemble de la période 1962-1980. Nous y renverrons désormais sous la référence SP (sondage de presse). On lira en contre-point l'ouvrage de Paul BALTA, *La stratégie de Boumédiène*, Paris, Sindbad, 1978, 361 p.

(22) OUZEGANE (Amar). – *Le meilleur combat*. Paris, éd. Julliard, 1962, 311 p.

(23) SP (Sondage de presse).

(24) Entretien avec Claudine Chaulet.

expliquer sa politique en face à face (25). Deux ans et demi plus tard, Ali Mahsas, successeur de Ouzegane, reprendrait le même parcours, parlant directement aux fellahs, traversant à pied les villages, écoutant les doléances des humbles (26). Cinq mois après Ouzegane, Mohamedi Saïd entreprend à son tour une grande tournée dans l'Est, décidément la région la plus délicate, ponctuée de discours et de meetings. Le ministre des Anciens Moudjahidine, dans le prolongement d'un 1^{er} mai exceptionnel est chargé d'y renouer le contact avec les masses à la faveur de la campagne nationale pour le « fonds de solidarité » destiné à venir en aide aux plus démunis. Avec son « alter ego » des affaires religieuses, Tewfik El Madani, il en appelle à la justice sociale et à la sollicitude des riches envers les pauvres, dans l'esprit du Coran (27).

La relation de proximité propre au populisme est par ailleurs confortée par la place centrale qu'occupent la liturgie et la fête dans la communication politique par le biais de la commémoration. Une triple célébration domine le rituel d'Etat du premier régime, lui donne sa structure et son rythme. Celle du 1^{er} novembre qui renouvelle l'alliance entre la « umma wataniya » bien dirigée et sa « Révolution ». Celle du 1^{er} mai qui valorise le travailleur dans l'action-collective du « chaab ». Reconstituer le corps politique, à la fois peuple et communauté dans la connivence entre moudjahidine et FLN, dans l'allégeance de l'UGTA à l'Etat, pour reconstituer la légitimité de la « Sulta ». Celle du 5 juillet, qui est naissance et renaissance, homologue du Mouloud dans l'ordre du politique. Dans les trois cas, une posture de simplicité qui rend le pouvoir à la fois visible et accessible. Mais précisément, c'est le protocole même de l'Etat qui repose sur ce postulat de proximité et de simplicité. Séance inaugurale à l'Assemblée Constituante, prise de fonction du Président du Conseil, passation de pouvoirs de l'exécutif provisoire au nouveau gouvernement, se déroulent sans appareil, sinon sans émotion. Les conférences des cadres de l'Etat et du parti sont faiblement médiatisées, les conférences de presse sont bon enfant (28). Quant aux commémorations et aux fêtes, on voit le gouvernement au complet marcher à pied, le 1^{er} mai 1963, derrière le bureau de l'UGTA, avec les députés et le Bureau Politique, dans le défilé qui mène d'un lieu symbolique à un autre, de la « Place des Martyrs » à la « Maison du peuple » (29). On se refuse à une séparation stricte entre l'officiel et le populaire. Pour le 5 juillet 1963, fête de l'indépendance, la population d'Alger est invitée sans cérémonie à la table des grands (30). L'Armée elle-même participe de cette posture de modestie, en mettant en accord les images qu'elle se donne encore à Ghardimaou, où les journalistes ne manquent pas de remarquer les photos de Castro et de Mao, avec l'économie de sa conduite (31). Certes, l'ANP se veut résolument moderne et oppose le « battle dress » du soldat à la « djellaba » du maquisard, mais elle se refuse au faste et à la pompe d'une armée princière. Elle affiche le caractère populaire qui

(25) SP.

(26) *id.*

(27) *id.*

(28) Entretiens

(29) SP.

(30) Entretiens

(31) Ghardimaou est le siège de l'Etat-Major de l'ALN, en Tunisie.

justifie son appellation même par la modestie de l'uniforme, la limitation des grades, l'absence de décoration, la simplification du protocole, repris du cadre français jusque dans la musique militaire – mais sans le folklore colonial – par un corps qui se professionnalise, dans la pérennité de la « Révolution » (32).

Tout concourt à faire de cette « démonstration de pouvoir » une stratégie de la « monstration » (33). A commencer par le vêtement. Certes, le Président n'arrive pas à imposer la vareuse prolétarienne, qui connote le style Mao (34). En revanche, civils et militaires répugent aussi bien au costume trois pièces qu'au vêtement traditionnel, y compris pour les photos officielles, sauf les représentants du Grand Sud (35). Mais personne n'est aussi modeste que le Ministre de la Défense. Toujours sans uniforme, et sans cravate, on le voit souvent flotter dans un pauvre imperméable, vêtu avec cette sorte de dénuement convenu qui sied au rituel mortuaire (36).

Aucune architecture monumentale n'est recherchée par et pour l'élite du pouvoir et ses lieux d'exercice. Ni palais ni tombeau, comme à Rabat ou à Tunis. Symptomatiquement, le FLN s'installe dans une simple maison de la Casbah. Quant aux ministères, chacun devra s'accommoder longtemps des structures existantes. Et le premier d'entre eux se contentera de bureaux au « Gouvernement Général » (37). De fait, il n'y aura pas avant longtemps d'autre construction monumentale que celle léguée par la colonisation. Si le Parlement, le Gouvernement et les Préfectures investissent ostensiblement les bâtiments qu'ils héritent des instances homologues antérieures, c'est sans doute parce que là encore, il s'agit de conquérir et retourner les signes et les lieux de la souveraineté. Certes, un Palais des Congrès destiné aux grands rassemblements politiques sera ultérieurement mis en chantier, on ne saurait y voir pour autant le point d'orgue d'une volonté de puissance et de magnificence inscrite dans la pierre. Du reste, on ne comptera guère que deux constructions dispendieuses en 15 ans : l'Hôtel Aurassi et la Grande Mosquée de Constantine.

Mais il revient en dernière analyse au Président du Conseil, devenu Président de la République, d'incarner cette unité ascétique du populisme d'Etat. Précisément parce qu'il occupe la position centrale, la fonction « solaire » inhérente à tout système politique, même lorsque celui-ci se réclame de la collégialité. Il est à l'origine des gestes les plus symboliques, sinon au principe de toutes les actions et de toutes les décisions. Qu'il s'agisse des enfants de Chouhada dans le « Djibel », du reclassement des « petits cireurs », du don par les femmes de leur or pour le « Fonds de solidarité », ou des arrêtés sur la terre et sur les « biens vacants », ou encore de l'accueil réservé aux « frères » de lutte et de culture (Nasser d'abord, Castro et Tito ensuite,

(32) Entretiens

(33) BOURDIEU (Pierre). – *Le sens pratique*. – Paris, éd. de Minuit, 1980.

(34) SP.

(35) SP. Egalement les photos conservées par des particuliers.

(36) SP.

(37) Celui-là même que montrent les « Actualités Télévisées ». Lorsque De Gaulle parle à Alger, et d'autres généraux après lui, au « Forum ».

pour lesquels cette fois aucun faste ne sera assez grand) (38). Bref, il est le premier dans toutes les cérémonies et dans tous les meetings, bien au-delà de ce que paraît exiger sa fonction (39), sur tous les lieux et sur tous les fronts de l'action et de la monstration, sans cesse en mouvement et en représentation, dans une course perpétuelle à la démarcation et au contact avec la foule (40). De la «raison des gestes» à la «gesticulation», de la personnalisation au «pouvoir personnel» il y a là un processus qu'il s'agit ici non de juger mais de rendre intelligible. Avant que d'être «démagogiques», l'attitude et la posture du pouvoir sont «magiques» et «symboliques» (41). Et ce pour deux raisons. Elles résultent d'une situation sociale exceptionnelle, après des années d'espérance démesurée. Stricto sensu, il faut réaliser l'impossible. Tout un peuple attend à la fois des actes pour le présent et des gestes pour l'avenir, et personne n'a de solution immédiate aux problèmes de fond. D'ailleurs, la «stratégie industrielle» ne sera pas conçue, ni ses moyens financiers dégagés, avant les années 68/70, et le premier «choc pétrolier» (42). Surtout, elles héritent d'une culture et d'une histoire.

Trois strates se combinent en effet dans la hexis du pouvoir et de son chef (43). Ben Bella est bien l'«homme du FLN», même s'il doit sa victoire à l'armée. Non parce qu'il est un «chef historique», un homme du 1^{er} novembre sanctifié par la prison et valorisé par les médias égyptien et français après 1956 (44), mais parce qu'il est tout à la fois l'«homme de masse» en qui peuvent se projeter les ruraux et plébéiens qui ont supporté tout le poids de la guerre, et qui sait leur parler (45), et l'«homme d'appareil» habile à jouer conjointement du principe de «légalité», le CNRSA et du principe de réalité, l'armée. Car l'ALN, c'est aussi le FLN (46). Paradoxe de la situation, tout est FLN, et il n'y a plus de FLN, par suite de l'implosion de son instance décisionnelle. C'est précisément au leader qu'il revient de reconstituer un principe d'unité répondant à la nécessité unanimement reconnue de «gouverner», en fusionnant la fonction symbolique et la centralité organique dans un rôle de «Frère Président» où le frère «commande» et le Président «obéit». D'un côté, le «Président» incarne la souveraineté totalisante de la Nation FLN, et prolonge l'égalitarisme musulman des frères militants – non celui des «frères musulmans» – dans «la commanderie

(38) SP.

(39) SP.

(40) A l'instar du Sultan Moulay Ismail dont Geertz, citant Houdas, note 38, p. 171, souligne la «mobilité vraiment stupéfiante», cf. *Savoir local, savoir global, op. cit.*

(41) En sus des références déjà citées, voir également Georges BALANDIER, «Le détour : pouvoir et modernité», Paris, Fayard, 1985, 266 p. et Claude RIVIERE, «Les liturgies politiques», Paris, PUF, 1989.

(42) Conférence de M. Belaïd ABDESSELAM à la salle Ibn Khaldoun – Alger 1990.

(43) Nous reprenons le terme à Pierre BOURDIEU.

(44) Voir les articles de LACOUTURE (Jean) dans *Le Monde*, cf. SP.

(45) «Hagrouna» dira-t-il à son peuple, lors de la guerre de 1964 avec le Maroc, utilisant sur l'instant une expression populaire appelée 26 ans plus tard à faire fortune. On ne peut pas ne pas remarquer en effet, surtout chez les jeunes, la prolifération de cette notion de «hogra» dans l'Algérie d'après octobre 1988. Elle signale l'abus de sa force par celui qui en use et le mépris avec lequel il en use. Mais précisément, Ben Bella est cet homme qui sait donner à l'expression populaire un statut politique.

(46) HARBI, *op. cit.*

du bien et le pourchas du mal» (47). De l'autre, le «frère» commande la hiérarchie autoritaire consensuelle censée partir de lui, maître du rituel, des ressources et des «machines». Célébrant, prodigue et sévère. Libre, dans les limites du système, d'être aussi grand qu'il peut, car le parti unique appelle le chef unique. Il est aussi l'«homme du PPA», socialisé et politisé dans et par le parti de l'indépendance. Ancien membre du Comité Central, dernier chef de l'OS, il connaît à fond les techniques, les mentalités et les hommes de sa génération. Or, le FLN n'a pas tout effacé. En lui substituent un savoir, une élite, des modèles, la part «centraliste» et la part «messaliste», non comme «tendances» mais comme «traces» (48). L'appareil du pouvoir conserve la «rationalité bureaucratique» du parti inscrite dans ses méthodes de gestion et de mobilisation depuis la création du «Comité d'Organisation» en 1945, Comité dont il sera le responsable intérimaire en 1945, et son chef endosse la fonction «charismatique» du zaïm héritée de Messali (49). Comme ce dernier, le leader gouverne au rapport personnel et au meeting, court-circuitant les mécanismes juridiques et la machine politico-administrative (50).

Il est enfin l'héritier d'un modèle de souveraineté proprement maghrébin, porteur d'une culture incorporée aux racines très anciennes. Etrangère à son ascension dans l'appareil politique mais non à sa manière d'être au pouvoir. Dans la relation entre le leader révolutionnaire sorti des gèoles coloniales et la masse des ruraux sortis de la guerre, quelque chose paraît ressortir de l'imprégnation d'un vieux fond anthropologique irréductible à l'instrumentation consciente, comme c'était déjà le cas pour Messali à partir de son héritage derkaoua. Ben Bella incarne un souverain omniprésent, visible et accessible. Il marche seul, tête nue et sans escorte, dans la rue, comme homme privé. Mais aussi comme homme public, lors des cérémonies politiques et religieuses, devant ses ministres, mais derrière un bureau syndical ou un imam. Nulle distance entre le Président et le personnel politique, entre le chef et le peuple. Tout le monde peut obtenir audience, ministre, député et simple citoyen. Il paye de sa personne pour soulager le maheur du monde et donne des directives pour régler les cas individuels qui lui sont soumis, en attendant de pouvoir guérir le mal social. Même simplicité dans le vêtement, avec ou sans vareuse, dans le mode de vie et le cadre de travail. Quelques bureaux à l'ancien Gouvernement Général, quelques pièces dans la villa Joly. Une fois élu à la Présidence de la République, il refuse d'habiter la luxueuse résidence du palais d'été naguère réservée aux Gouverneurs. Accueillant un «orientaliste» de renom, il n'hésite pas à le raccompagner personnellement jusqu'au seuil de sa demeure, quitte à déroger au protocole (51). On peut donc penser que le souci de soi fondé sur le postulat de

(47) Suivant la traduction élégante et subtile par Jacques Berque d'un verset coranique particulièrement cité des théologiens.

(48) GINZBURG (Carlo). – *Mythes, emblèmes, traces : mythologie et histoire*. – Paris, Flammarion, 1989. 304 p.

(49) CARLIER (Omar). – L'orateur et son public, in *L'oralité au Maghreb*. – Cahier du laboratoire LAHASC de l'Unité de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle de l'Université d'Oran-URASC (à paraître).

(50) Entretiens. Voir également BOURGES (Hervé) – *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir*. – Paris, Grasset, 1967.

(51) *id.*

simplicité et de modestie dépasse les aspects psychologiques d'un tempérament personnel, ou la confection préméditée d'un rôle, et renvoie à l'incorporation moderniste d'un schéma séculaire dont les modes de réalisation se donnent encore à voir dans l'allure et l'abord, la résidence et le protocole. Comme le Prince d'autrefois, sa porte est accessible, sa justice est directe et rapide, son respect du savant sans détour (52).

On ne peut pas ne pas évoquer ici l'opposition structurale entre le modèle de modestie maghrébin et le modèle de magnificence ottoman (53). Derrière la posture du chef d'Etat révolutionnaire et tiers mondiste parlant comme Castro ou Nasser, il y a la trace d'un code culturel autochtone inscrit dans son héritage personnel et les valeurs de son milieu. L'un n'est pas fac-tice, l'autre n'est pas folklorique. Au même moment Bourguiba et Hassan II doivent eux-aussi inventer de nouvelles formes pour habiter de vieux rôles. Boumédienne à son tour devra incarner un style qui combine la puissance du modèle fraternaliste de parité et l'efficace du modèle «sultanien» de dis-parité.

II. – BOUMÉDIENNE

Ben Bella conserve le pouvoir deux ans et demi. Boumédienne pendant treize ans. Toute comparaison qui ne tiendrait pas compte de cette différence majeure manquerait singulièrement de pertinence. Certes, les deux régimes sont issus d'une même coalition, et consolident un même système. Mais l'un gouverne dans l'urgence une société à peine sortie de la guerre et socialement proche de celle de 1954. L'autre parvient à «donner du temps au temps» et à réunir les moyens de travailler à long terme. Dès lors, il doit apprendre à gouverner «deux sociétés»; une société «connue», celle dont il hérite et qu'il contrôle, et une autre société, «inconnue», celle qu'il «façonne» à partir des enfants qui sortent des écoles, sans souvenir direct du passé colonial et sans dette existentielle à l'égard de l'Etat-FLN. L'Etat ne sera pas seulement démiurgique à raison de sa volonté de puissance industrielle et de son économie sociale planifiée, il le sera à raison de son modèle de pouvoir par la science. Dans les deux cas, ce qui faisait la forme du système en fera la faiblesse, quand le corps social fragilisé par la crise et capté par un nouveau champ idéologique en retournera les leviers (*cf. infra*).

Dans l'immédiat toutefois, le régime du 19 juin doit maîtriser, comme son prédécesseur, une double relation au pouvoir; celle qui traverse la classe politique dans le cadre intangible de son principe, le parti unique, et de son idéologie: le socialisme national arabo-musulman, celle qui articule Etat et Société. Un mode de gouvernement et un modèle de souveraineté.

(52) Sur la posture de modestie du prince s'arrêtant à la porte du savant et lui embrassant la main, voir ABDEL BASIT IBN KHALIL. — Deux récits de voyage inédits en Afrique du Nord au xv^e siècle. Publié et traduit par Robert BRUNSCHVIG, in *Publications de l'Institut d'Etudes Orientales de la Faculté des Lettres d'Alger*, 1936, n° 7.

(53) DAKHLIA et VALENSI, *op. cit.*

1. — A l'origine de la redéfinition générale du compromis populiste et de son nouveau bloc de légitimité, il y a l'action du groupe nodal politico-militaire issu de l'«Etat-Major» dirigé naguère par Houari Boumédiène, celui-là même qui a fait et défait l'alliance victorieuse passée avec Ben Bella en 1962. En renversant le Président, le Ministre de la Défense conserve le système FLN/ALN hérité de la guerre mais en déplace de manière décisive le centre de gravité, le mode de décision, et le personnel politique. Certes, l'ALN était massivement représentée dès l'origine dans les instances dirigeantes, mais on passe bien maintenant d'un «gouvernement civil» à un «gouvernement militaire», ainsi que l'atteste la composition du «Conseil de la Révolution», comme si, toutes choses égales, Chen Yi avait renversé Mao. En 1962, l'armée participait au pouvoir. En 1965, elle le prend (54) on est entré il est vrai dans l'époque des gouvernements militaires (55). Rares toutefois les Etats du Tiers Monde et du Monde arabe à avoir été dirigés selon une continuité militaire aussi longue avec une mise en civil aussi forte. C'est que le groupe nodal tente de reconstituer une élite du pouvoir et un ordre politique autour d'un nouveau système d'agrégation des institutions, des fonctions et des clientèles, centré sur l'armée, mais capable d'unifier et de fidéliser durablement les segments politiques disparates que seule l'hostilité commune au GPRA puis au «pouvoir personnel» a rassemblés. Un système capable de reconstruire un «nous» élitare/populaire, un collectif politique irréductible, malgré le poids des «seigneurs de la guerre», à la version «mameluk» d'une camarilla latino-américaine ou du système Suharto (56).

Sa force probante est fondée sur une double «réussite». Au sommet, le jeu politique se resserre et se condense, avec la disparition définitive des deux instances électives, le Parlement et le Comité Central, et un retour à la cooptation qui a si longtemps régi le mouvement nationaliste radical. Il faudra attendre quinze ans la réunion d'un congrès du FLN. Pendant cinq ans, le noyau central reste solidaire et parvient à contrôler le jeu institutionnel par sa présence distinctive dans les trois nouveaux organes de direction du pays : Conseil de la Révolution, Gouvernement, Secrétariat Exécutif du Parti (57). Avec le premier nommé, on rajeunit une vieille solution de crise, à la fois technique et symbolique, qui rappelle, dans l'ordre militaire, les «comités» de la tradition PPA («Comités de Salut Public») de 1939 et de 1954, «Conseil de la Révolution.» du MNA ! (58). Par sa mixité politico-militaire, il ordonne et hiérarchise l'ensemble des marchandages qui convergent au niveau gouvernemental et remontent jusqu'à lui, jusqu'à l'arbitrage ultime des conflits décisifs, par l'armée et au sein de l'armée. Par sa

(54) YEFSAH (Abdelkader). — *Le processus de légitimation du pouvoir militaire et la construction de l'Etat en Algérie*. — Paris, Anthropos, 1982, 204 p. DUEGHLOUL (Abdelkader) — Evolution politique depuis 1954. —, in, *Encyclopaedia Universalis*. ZARTMANN (William) — L'armée dans la politique algérienne, in, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1967.

(55) JOHNSON (J.J.) éd. — *The role of the military in underdeveloped countries*. — Princeton, Princeton University Press, 1962.

(56) CROUCH (Harold). — Patrimonialism and military rule in Indonesia, in, *World Politics*, 1979.

(57) Sur la «triangulation» du pouvoir, cf. DUEGHLOUL, *op. cit.*

(58) HARBI (M.), STORA (B.), *op. cit.*

collégialité, il court-circuite la relation directe entre leader et masses qui place la chose politique en situation de dépendance personnelle, et de précarité ou d'incertitude permanentes. Mais, passé le délai de viduité, et à l'issue des reclassements marqués par l'exclusion des « ministres Compagnons », des anciens chefs de wilaya, et l'échec « militaire » de Tahar Zbiri, le principe de la direction collégiale s'efface derrière le nouveau leadership. A terme, le noyau central se recompose tandis que le pouvoir reflue du Conseil à la Présidence.

A l'échelle locale et régionale, le jeu politique s'élargit, par le redoublement électif des structures administratives dont les effectifs s'étoffent et s'algérianisent (Justice, Administrations Centrales...). Dès lors, l'accroissement des postes et des mandats permet un appel d'offres qui relance la lutte des places tout en consolidant des nouvelles allégeances (59). Faisant sur ce point le contraire de ce qu'il dit, le groupe dirigeant reconstruit l'Etat « par le haut » en prétendant le fonder « par en bas ». Elections municipales et programmes spéciaux sont au principe de la péréquation par les walis des demandes et des pressions émanant de tous les segments sociaux (60). Tout ceci s'opère à l'échelle de deux ou trois mille hommes dépendant de quelques centaines de cadres fixés par les rôles dominants : Colonel, Wali, Commissaire, PDG, et liés à des caciques régionaux et nationaux interférant avec le groupe central.

Le corps d'Etat a provoqué des reclassements et des « répliques ». Unifiée par sa puissance corporative et politique globale, mieux pourvue en moyens (61), mieux intégrée par la combinaison des profils et l'élargissement des grades, quoique « géographiquement » centrée à l'Est, professionnalisée par les stages et les écoles mais politisée par son « commissariat » et mobilisée par la « Révolution Agraire », l'ANP l'emporte définitivement sur l'ALN. Elle s'érige en « noblesse d'Etat », au sommet de la « nomenclatura », tout en conservant son aura populaire de force engagée, à l'intérieur et à l'extérieur, sur tous les fronts de la « Révolution », à l'image du slogan qui l'actualise « Djeich, Chaab, Thaoura Zeraiya » (62).

Pour le reste, le nouveau régime accentue la montée de la génération FLN au détriment de la génération PPA, et les dernières vagues FLN au détriment des premières, et pas seulement au sommet de l'Etat. Dans le même temps, les débris des anciennes coalitions, celles du GPRA* (1962), de la Charte d'Alger (1964), du 19 juin lui-même (1965) sont récupérés individuellement ou marginalisés collectivement (63). Tout se passe comme si, travaillant la classe politique à partir de ses modèles de légitimité (Le

(59) Entretiens. Egalement LECA et VATIN, *op. cit.*

(60) *id.*

(61) *SP.*

(62) *sp.* Egalement YEFRAH, *op. cit.*

Quant au slogan cité, il appartient de manière axiale au mouvement de « volontariat » impulsé par les étudiants et officiers de la « RA » (Révolution Agraire), avec l'appui direct et personnel de Boumédiène.

* GPRA : Gouvernement Provisoire de la République Algérienne

(63) Entretiens. Egalement LECA et VATIN, *op. cit.*

CRUA* en 1954, la Soummam en 1956), le groupe central de 1965 mettait en œuvre une stratégie de la Soummam pour temps de paix (64). Ouvrant l'espace économique aux détenteurs de capitaux, invités naguère à s'expatrier, avec le code des investissements (65), récupérant les arabisants et les oulémas sur le terrain idéologique et dans l'enseignement (66), ménageant provisoirement l'UGTA, et valorisant les Anciens Moudjahidine, ainsi que la base du FLN du côté ouvrier et plébéien (67). En 1968, les répliques sont maîtrisées. Par une combinaison nouvelle de la violence politique et symbolique, dans un contexte de surenchère nationaliste à l'intérieur et à l'extérieur (nationalisations, arabisation, Palestine...), par de multiples procédés de reclassement alliant séduction et rétribution (68), les oppositions actives et passives sont simultanément ou successivement réprimées, disqualifiées et récupérées. Refoulées à la périphérie, usées par l'exil et les conflits de l'leadership, recyclées dans les secteurs publics et privés contrôlés par l'Etat (69), instrumentées par la « Révolution Agraire », culpabilisées par la « Révolution Culturelle » (70).

Le groupe nodal avait des « idées » et des « moyens », il tente maintenant d'associer une idéologie et une stratégie : développement de la société par l'industrialisation de l'économie et la démocratisation de l'école sous la direction du bras armé de l'Etat (71). L'idéologie économiste elle-même ne se mesurera pas aux différentiels de rentabilité propres à l'économie de marché mais aux différentiels de puissance propres aux relations entre Etats (72). Tout est sacrifié désormais à l'impératif de puissance et de grandeur. A l'« économie administrée » répond l'« Etat administratif » (73).

2. — Mais pour constituer une élite du pouvoir comparable à une nomenclatura, la combinaison des intérêts matériels et idéels ne suffit pas. Il faut encore un lieu et un milieu, une structure communautaire avec ses symboles et son rituel, susceptible de subsumer les parties dans un tout, d'intégrer tous les participants dans un corps tel qu'ils en « oublient » leurs segments.

* CRUA : Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action.

(64) Sur le « verdict de la soummam », CARLIER (Omar) — Mémoire mythe et doxa de l'Etat : l'Etoile Nord Africaine et la religion du Watan à paraître in, xx^e siècle.

(65) LLABES (Djillali) — *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie 1902-1982*. — Alger, CREA, 1984.

(66) GRANDGUILLAUME (Gilbert). — *Arabisation et politique culturelle au Maghreb*. — Paris, Maisonneuve et Larose.

GENESTE (Géraud). — *L'arabisation des sciences sociales et humaines en Algérie*. — Thèse de 3^e cycle, Lyon, 1983.

(67) Entretiens.

(68) De nombreux militaires reçoivent de l'Etat des prêts considérables.

(69) REDJALA (R.), *op. cit.*

(70) ETIENNE (Bruno). — *L'Algérie — Cultures et révolution*. — Paris, Le Seuil, 1977.

(71) KENZ (Ali el). — La culture industrielle en Algérie. Conférence au Centre Culturel Algérien, 1990.

LLABES (Djillali) — *op. cit.*

(72) *id.*

(73) LECA et VATIN. — Le système politique algérien 1976-1978, in *CRESM Développements politiques au Maghreb*. — Paris, CNRS, 1979.

C'est précisément sur ce point qu'agissent et qu'innovent les hommes du groupe nodal. Ils ajoutent un cadre cérémoniel spécifique au rituel fondateur rythmé par le calendrier de la Révolution, et reconstruisent le temps politique à partir du 19 juin. La « Conférence des Cadres » devient le moment et le moyen décisifs de l'unité même du régime, le « Club des Pins » lui donne son lieu d'élection. C'est une salle immense qui peut contenir deux milles personnes. Elle servira à toutes les grandes manifestations officielles. Avec son décorum, sa qualité d'air et de lumière, sa puissance sonore insolite, elle a quelque chose d'irréel, elle frappe physiquement et mentalement ceux qu'elle rassemble, saisis d'un sentiment d'étrangeté intérieure qui fait qu'on ne s'appartient plus. Le « Club des Pins » construit la centralité du régime, l'espace sacré où se retrouve désormais l'élite des fidèles, où fusionnent les corps constitués, où se manifeste la toute puissance de l'Etat, où se donne à voir l'unanimité nationale. C'est là que les élus cooptés renouvellent le pacte et l'échange des engagements. C'est là que les « conjurés » prononcent le serment et qu'ils font corps dans le Temple. Ainsi une technique apparemment anodine, souvent utilisée entre 1962 et 1965, aussi vieille que le PPA et le centralisme démocratique est-elle récupérée et réinvestie, projetée avec une force nouvelle dans une autre manifestation de la liturgie politique. Mais quelque chose de plus ancien surgit là encore comme « trace » et traverse le cérémonial de l'Etat, quelque chose dont le concept de « sultanisme » suggérerait la résistance (74). L'idée musulmane que le pouvoir du Calife est assujéti à la ba'ya, cette procédure légitimante qui scelle la relation du Prince et des Croyants, qui signifie à la fois désignation électorale et serment d'allégeance (75).

3. — Du côté de l'Etat, le nouveau régime a recréé un système de gouvernement et reconstitué une élite du pouvoir, avec son idéologie, son espace et son cérémonial. Du côté de la Société, il tente de fonder son autorité non seulement sur une stratégie productive et distributive mais sur la relation que son chef tente de renouer avec les masses. Ce faisant, il ne passe pas seulement d'un « populisme de parti » à un « populisme militaire », il passe aussi d'un mode de communication à un autre et d'un leadership à un autre. C'est que la « réussite politique » du nouveau régime est aussi celle de celui qui incarne ce nouveau rapport de l'Etat avec la société.

Ben Bella gouvernait à la « proximité », Boumédiène va gouverner à la « distance ». D'un handicap initial qu'on pouvait croire majeur, il saura faire une force, construire et réduire une distance inhérente aux conditions de sa prise de pouvoir et à sa conception de l'Etat. Ben Bella gouvernait à l'instinct et à l'instant, Boumédiène s'appuie sur le temps. Personne ne s'est identifié comme lui à l'idée de continuité qui avait fondé en Europe le passage à l'Etat moderne, à l'équivalence de l'institution et du temps, à la rencontre dans la durée de l'expression historique contingente et du principe abstrait éternel. Comme son ministre de l'intérieur, A. Medeghri, il veut

(74) DAKHLIA et VALENSI, *op. cit.*, LECA et VATIN, *op. cit.*

(75) TYAN (E). — article « Ba'ya », in, *Encyclopedie de l'Islam*, 1^{re} édition.

forger un Etat nouveau avec des hommes nouveaux. Populaire par son recrutement, moderne par son efficacité. L'Académie interarmes de Cherchell et l'Ecole Nationale d'Administration seront l'objet de la plus grande sollicitude. Le parti de l'indépendance avait produit un « père de la Nation », la Nation attend un « architecte de l'Etat ». C'est précisément ce que veut être Boumédiène.

Trois étapes jalonnent son accession à la maîtrise. Trois modalités d'intervention donnent la mesure du rôle qu'il a construit et du modèle de souveraineté qu'il incarne.

3-1. — Le coup d'Etat militaire ramène au premier plan l'image négative de l'« homme des casernes ». L'émotion est grande à l'intérieur mais aussi à l'extérieur, chez les alliés les plus proches et les plus sûrs de l'Algérie. Cependant, le discrédit initial lié à la méthode est sensiblement diminué par ce fait incontournable que le coup d'Etat militaire a déjà eu lieu en 1962 et qu'il est en somme au principe du système. Par ailleurs, il reste assez d'anciens maquisards pour ne pas assimiler l'ALN à une armée de pronunciamiento. Quant à Boumédiène, il revient d'URSS et d'Egypte, et la Chine lui accorde très vite son soutien (76). Et puis, une large partie de la classe politique algérienne accepte d'entériner le fait accompli (77). Au fond, c'est toujours l'Etat FLN. A l'intérieur comme à l'extérieur, on en prend vite son parti. Il reste que l'image personnelle de Boumédiène est mauvaise dans l'opinion, et pas seulement en Oranie, où beaucoup voient en lui un « usurpateur » et un « putschiste » (78). C'est le moment de l'écart maximum entre l'homme et le pays. Car si la masse n'a guère accordé le soutien attendu au Président renversé, elle n'a pas manifesté le moindre enthousiasme pour son successeur. Ce dernier le sait, et il va mettre trois ans pour combler ce handicap. Six ans pour accéder pleinement au leadership. Au soir du 19 juin, il n'aurait même pas pu prononcer son discours devant les caméras. Secret, réservé, timide, il se présente bien, sur ce plan aussi, comme un Anti-Ben Bella. En réalité, comme ce dernier, il multiplie les discours. Mais, il prend soin de donner son premier interview à *Al Ahram* (79). Comme l'ancien Président, il se réclame du Peuple et de la Révolution, du socialisme et de l'arabisme (80). Mais il construit son propre horizon thématique en modifiant le cadre de communication et d'interlocution. Ben Bella parlait d'abord aux foules, aux groupes sociaux, paysans, ouvriers, plébéiens. Boumédiène s'adresse d'abord aux corps constitués, et principalement aux corps de sécurité et d'autorité (81). L'un valorisant la fête sportive ou la jeunesse lycéenne, l'autre proposant un avenir aux promotions sorties des Ecoles : officiers, administrateurs, ingénieurs, agronomes. Au hiatus entre le pays politique

(76) *SP*.

(77) Entretien.

(78) La froideur populaire est encore manifeste à Oran en 1970, à la veille de la décision historique du 24 février 1971.

(79) BALTA (Paul), *op. cit.*

(80) *id.*

(81) *SP*.

et le pays réel, Ben Bella a répondu avec son corps individuel, dans un face à face avec le peuple, en s'emparant immédiatement des attentes du plus grand nombre. Boumédienne prend acte de cette distance et construit sur elles la machine d'Etat, avec le corps collectif militaire. Désormais, la séparation est rétablie entre la 'Amma et la Khassa. Dès le 5 juillet 1965, les fêtes de l'indépendance introduisent une ligne de démarcation entre le «peuple» et l'«élite». Les deux pôles ne communiquent plus, ne partagent plus, dans la célébration commune. Le chef d'Etat n'est pas invisible, puisqu'il est omniprésent dans les journaux, mais il est maintenant solitaire et inaccessible. En aparté du nombre, lors des conférences de presse et des cérémonies publiques, en retrait du public, avec ses conseillers, à l'écart des convives et des journalistes. Sa justice est désormais impersonnelle, assignée à l'exercice de la magistrature et au principe de l'Etat de droit.

3-2. – L'homme du 19 juin a conscience qu'il lui faut gagner à terme le soutien des masses, construire avec elles une relation plus «affective» et améliorer pour ce faire son image personnelle, tant pour conforter son propre poids dans la nouvelle coalition que pour donner une assise plus forte à son projet d'Etat rationnel, mobilisant par en haut les «corps intermédiaires», les nouveaux élus et les anciens fonctionnaires. De nombreux gestes ont illustré très tôt cette tentation et cette tentative, le retour des cendres de l'Emir Abdelkader, celui des corps des «chouhadas» tombés en France, la revalorisation du statut et de la pension des Anciens Moudjahiddines (82). Mais cette reconnaissance de dette à l'égard du passé et du présent, des vivants et des morts, jouant du rituel de commémoration et de la prestation matérielle et symbolique, en travaillant l'imaginaire de résistance, n'a pas suffi à vaincre d'un seul coup l'hostilité ou l'indifférence du grand nombre. La nationalisation des banques et des mines est passée inaperçue. Le pouvoir parle d'un congrès qu'il ne tient pas et d'une Réforme Agraire qu'il ne fait pas. Au reste, des techniques et des rituels identiques ne donnent pas nécessairement le même résultat. La gratification elle-même ne garantit pas l'affection. Le populisme militaire n'est toujours pas populaire. S'il manque à l'Etat la «vérité» des mots, il manque à Boumédienne la raison et la passion des «gestes».

C'est la «guerre des Six jours» qui lui donne l'occasion d'ouvrir une «deuxième période», en retrouvant un «front». Une guerre dans laquelle tout le peuple algérien se projette soudain, avec son chef, derrière l'Egypte et Nasser, avant de subir de plein fouet l'humiliation de la défaite arabe. C'est bien avec la concentration de l'investissement identitaire algérien sur la cause palestinienne, depuis longtemps associée à l'image de soi par la similitude de destin et la force du syndrome victimaire, que le «Président du Conseil de la Révolution» se positionne comme un second Raïs. Le 29 mai 1967, il envoie des unités de l'ANP au Proche Orient, le 6 juin, il rompt les relations diplomatiques avec Washington, au lendemain même de l'attaque

(82) SP.

israélienne. Comme Ben Bella en 1964, à l'occasion de la « guerre des sables », mais dans une situation d'altérité maxima, il s'appuie sur l'extérieur pour conforter l'intérieur, sur l'humiliation collective pour raviver la fierté nationale, et faire comprendre la nécessité d'être un Etat, de se mettre en Etat. Pour la première fois, des applaudissements et des cris de soutien montent vers lui à l'issue d'une manifestation populaire. « Tahia Boumédienne ! » est une clameur nouvelle.

La tentative de coup d'Etat de Zbiri, fin décembre 1967, et l'attentat contre sa personne, le 25 avril suivant, le conduisent à un repli qui l'éloigne des foules mais lui permet de resserrer son contrôle sur les centres de pouvoir et d'abord sur l'armée (83). En fait, Boumédienne s'est d'ores et déjà imposé à l'opinion, non parce qu'il est aimé, mais parce qu'il est craint à l'intérieur et respecté à l'extérieur. Reconnu au dedans pour son sens de l'Etat. Sourd à la revendication culturelle, mais attentif à la notion de « dawla », il combat le régionalisme par le développement régional. A Tizi Ouzou, en 1968, dans une région pourtant contestataire et largement hostile au « groupe d'Oujda », il a su regagner du terrain avec le lancement des « programmes spéciaux » et la tenue d'un Conseil des Ministres en plein cœur de la Kabylie. Ainsi le beylick tout entier est-il venu cette fois au village. Sa traversée régulière du pays vers les régions déshéritées (kabylie, Aurès, Sud...), sa déambulation à l'intérieur, inscrivent la rationalité moderne du développement planifié dans un schéma relationnel séculaire, celui de la « mahalla », cette circumduction sultanienne ou beylicale par laquelle le pouvoir central percevait tribut et recevait allégeance au Maghreb, en donnant à voir la matérialité de sa force militaire et les signes symboliques de sa légitimité religieuse (84). Reconnu au dehors pour sa fermeté dans le soutien aux Non Alignés, Boumédienne est promu à la présidence du 5^e sommet de l'OUA, où il devance le roi Hassan du Maroc, réduit à la vice-Présidence (85).

3-3. – Et pourtant, il n'a pas encore trouvé son chemin de Damas, ni celui des foules. Son charisme est tardif et ne s'impose vraiment que dans une « troisième période ». On peut en fixer symboliquement le « point de départ » à la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, pour le 15^e anniversaire de l'UGTA, la centrale ouvrière née en pleine guerre de libération. Considérable par ses effets de politique économique et de politique étrangère, par ses implications nationales et internationales, cette décision réactive tout à coup le combat contre l'ennemi héréditaire et contribue, face à une crispation néo-coloniale patente, à produire la névrose et le mythe du « Hizb França » (le « parti de la France »).

(83) BALTA (Paul), *op. cit.*

(84) DAHLIA (Jocelyne). – Dans la mouvance du prince : la symbolique du pouvoir itinérant au Maghreb. – in, *Annales ESC*, (3), Mai-Juin 1988. Egalement EL MOUDDEN. – Etat et Société rurale à travers la harka au Maroc du XIX^e siècle. – in, *The Maghreb Review*, vol. VIII – 5-6, 1983.

(85) BALTA (Paul), *op. cit.*

Voir les discours de H. Boumédienne repris dans l'ouvrage cité de P. Balta.

Fort du soutien populaire et sûr de l'armée, le Président passe de la stratégie industrielle à la « Révolution Agraire » et, sans oublier le front de « l'arabisation », amorce un dialogue direct avec les étudiants, dont on vient pourtant de dissoudre l'organisation, avec les ouvriers, qu'on arrime pourtant à un parti-rentier, avec les fellahs, qu'on a si longtemps oubliés. Fidel Castro lui donne alors sa caution de « Révolutionnaire Tricontinental » et l'occasion d'un premier bain de foule. Tout le corps social pousse à Oran et Alger le même cri déjà cité « Djeich, chaab, Thaoura Zeraiya » (Armée, Peuple, Révolution Agraire). Boumédiène peut maintenant attaquer directement ses ennemis intérieurs, les nommer dans son discours de Constantine, évoquer le spectre d'une « bourgeoisie algérienne » qui serait « pire que les colons » (86).

Il est désormais à parité avec les « Grands ». Dans le monde arabe, il se positionne en successeur de Nasser. A l'ONU, cet Algérien parle en arabe au nom du Tiers Monde tout entier et préconise un « nouvel ordre économique international ». Au Maghreb, il défie le roi du Maroc en soutenant le Polisario. A Lahore enfin, ce musulman formé à la Zitouna et à El Azhar relativise le Coran devant les plus hautes autorités de l'Islam en plaçant la lutte contre la faim avant les exigences de la prière. Il a donc suffisamment confiance dans sa puissance symbolique pour affronter les Oulémas. Pour la première fois aussi, cet homme secret et pudique parle « à la première personne » et évoque son enfance (87).

En moins de trois ans, il a consolidé son leadership national et acquis une véritable stature internationale. Sa maîtrise de la fonction et de son image est telle qu'on peut voir une femme, grande et belle, s'inscrire discrètement dans l'ombre de sa vie publique. Son corps même en est changé. Il a grossi, ses costumes sont du meilleur coupeur, ses cigares viennent de Cuba et son burnous lui donne une allure de seigneur. Cette combinaison ostensible de symboles a priori hétérogènes sinon contradictoires s'accorde avec l'idéal d'un ordre nouveau et d'un homme nouveau. C'est l'époque du style « Conseil de la Révolution ». Le moindre apparatchik imite le chef, parle comme lui, drapé dans un burnous, le cigare à la main. Mais précisément, sa voix et sa langue elles aussi ont changé. Progressivement, Boumédiène réinvestit la fonction tribunitienne, s'impose comme un maître de la parole. A l'instar de Nasser, qui a su passer de l'arabe classique à l'arabe dialectal pour toucher les masses, Boumédiène use de sa compétence linguistique pour la transformer en une arme symbolique, médiatique et politique. L'ascète timide commence à sourire et à élever le ton dans les meetings. Au club des Pins, il sermonne la classe politique devant la nation toute entière, appuyant ses dires d'une main qui martèle le pupitre.

Dans le même temps, la mobilisation des foules et la liturgie politique ont changé de cadre d'expression. Désormais, le Président parle **avec** la télévision et **pour** la télévision. Car les années 70 sont précisément celles

(86) *id.*

(87) *id.*

où l'image et le son parviennent jusqu'aux campagnes (88). Dominant un média à présent arabisé et quotidiennement construit à partir de lui par le «journal télévisé», en contrepoint du feuilleton égyptien, Boumédiène inaugure le «gouvernement télévisuel». De Gaulle, sur ce point aussi, lui aura servi de modèle. Tout le cérémonial de l'Etat démiurge, réalisateur de complexes industriels et redistributeur de titres de propriété, passe maintenant par une prestation cinématique dont le Raïs est le grand maître.

Et puis, la parole en actes mis en images est aussi une parole en corps, un moment rendue à la foule qu'elle a mobilisée.

En 1976, les débats sur la «Charte Nationale», alors que s'essouffle le soutien à la «Révolution Agraire», se transforment en un défolement télévisuel. Certes, le medium est parfaitement contrôlé par le pouvoir. Mais la participation populaire est authentique et témoigne d'une allégeance réelle qui sera bientôt capitalisée en référendum constitutionnel et en élection présidentielle. Boumédiène est maintenant à l'apogée de son prestige et de sa maîtrise. Après onze ans de monopole politico-militaire, il a répondu à sa façon au vieux slogan messaliste des années 40 : «La parole au peuple!». Pour autant, identification n'est pas participation. Les obsèques de ce colonel de fer, Raïs sorti du monde rural et pleuré comme un «Sultan bien aimé», rappelleront la force de l'une et la précarité de l'autre, indice ultime de l'obsolescence prochaine du «despotisme éclairé» comme variante du modèle de souveraineté associé au compromis populiste (89).

III. — CHADLY

Consolidée par l'emploi, l'école et la santé, gratifiée en orgueil national et en volonté de puissance mais saturée de religion politique et frustrée de bien être économique, la société algérienne fait un accueil caustique mais bienveillant à l'«homme tranquille» que Dieu et l'armée ont choisi pour elle. Celui qu'on a «élu» pour occuper le poste et incarner le rôle n'est pas ici en cause. Il saura du reste s'en emparer. La «succession» signale simplement qu'en fonctionnant «régulièrement», le système politique et sa classe politique sont décidés à «durer». Elle masque donc provisoirement les signes tangibles d'un hiatus croissant entre masses et élites, entre Société et Etat, entre formes imaginaires et formes réelles de pérennité du lien social.

En fait, la mort de Houari Boumédiène ne provoque pas seulement l'ascension d'un troisième homme, elle marque bien l'avènement d'un troi-

(88) CHEVALDONNE (François). — *La communication inégale. L'accès aux médias dans les campagnes algériennes*. — Paris, CNRS, 1981. L'auteur souligne que le nombre des récepteurs TV passe de 100 000 en 1965 à 720 000 en 1977 et précise «La télévision fait l'objet d'un effort tout spécial permettant de couvrir en 1975, 85 à 90 % de l'Algérie non désertique», p. 79.

(89) Cérémonie des obsèques (retransmission télévisée RTA décembre 1978). Par bien des aspects elle évoque celles de Nasser, tant pour le rituel que pour l'émotion populaire, sans atteindre toutefois au même degré d'exaltation et de douleur collective. Il y a également réminiscence des obsèques de De Gaulle, dont le cercueil avait été placé sur un char. Celui de Boumédiène le serait sur un affût de canon.

sième régime, un régime dont l'évolution conduit à la sortie du système politique fondé depuis l'indépendance sur le principe du parti unique. Sur l'instant, la continuité paraît l'emporter et impressionne les observateurs. Tout se déroule en effet, pour la première fois depuis 1962, dans le cadre de la légalité, en parfaite conformité avec une constitution pourtant faite sur mesure pour le défunt (90). Les deux premiers régimes étaient nés d'un «coup d'Etat», le troisième est destabilisé par des émeutes qui y conduisent.

Durant le premier mandat présidentiel, le changement politique paraît limité à la recomposition de l'élite du pouvoir, sans toucher aux équilibres fondateurs. Trois candidats à la succession avaient été présentés, et c'est l'arbitrage au sein de l'armée qui a décidé du choix de Chadly Bendjedid, chef de la 2^e région militaire, comme candidat unique du FLN à la magistrature suprême (91). La formule du plus ancien dans le plus haut grade a permis de contenir et contrôler le conflit de direction. D'un côté, l'armée confirme sa position dominante dans le «triangle institutionnel», mais de l'autre, le rôle symbolique et organique du parti est retrouvé (92). Car c'est un congrès du FLN, le premier depuis quinze ans, qui porte un militaire au secrétariat général pour en faire son candidat à la présidence. Du reste, ce retour du parti, à la direction du pays, déjà amorcé peu avant la mort de Boumédiène, est bientôt confirmé par l'article 120^a qui légalise son monopole sur l'ensemble de la vie politique (93).

Mais la formule successorale permet aussi de reconduire le compromis social qui est au principe de l'équilibre populiste. Parti et Président s'inscrivent dans la continuité du 19 juin et réaffirment le primat de la Charte Nationale tout en s'accordant sur la nécessité d'un «bilan» «débouchant sur la perspective de «réformes» (94). Au «deal» institutionnel correspond un «deal» économique et culturel. D'un côté, l'arabisation générale du système d'enseignement et la promotion de l'instruction religieuse confortent la position des «baasistes» et des «néo islamistes» contre la techno-bureaucratie francophone et/ou les «occidentalistes» (95), mais l'usage du français est en partie conservé dans une partie des médias ainsi que dans l'enseignement scientifique et le secteur économique. De l'autre, la restructuration des secteurs industriels et agraires signale les divisions entre économistes et entre industrialistes sinon la victoire supposée des «agrariens» et des «monétaristes» sur l'équipe dirigée jusque-là par Belaïd Abdesselam (96). Certes, le banquier paraît concurrencer désormais l'ingénieur, mais aucun démembrement du secteur public économique et de la protection sociale ne vient étayer vraiment l'«infitaḥ» dénoncée par les courants de gauche (97). On s'accorde en définitive sur la marge de l'évolution admise, et un slogan décidément irréprochable : «pour une vie meilleure», traduit concrètement par l'import

(90) DJAGHLOUL (A.), *op. cit.*

(91) *id.*

(92) *id.*

(93) *id.*

(94) *id.*

(95) Conférences EL KENZ, *op. cit.*

(96) *id.*

(97) *id.*

tation ou la distribution de biens dont l'usage correspond à la norme consumériste occidentale familière au pays. D'un côté, la vente des biens de l'Etat, la bienveillance envers le petit commerce et le souk, l'extension de la carte universitaire, l'accès plus aisé aux professions libérales (notamment barreau) confortent les classes moyennes dans leur idéal d'égalité des chances et de promotion sociale, et répondent aux aspirations populaires à la petite propriété et au rang. De l'autre, la loi sur l'investissement privé national (août 82), qui fait suite à une résolution du Comité Central de décembre 1981, ne suffit pas à établir la prise du pouvoir économique par la « bourgeoisie privée ». Du reste, les textes contemporains sur la santé (septembre 1981) et la Sécurité Sociale (1983) paraissent de nature à conserver le principe général de la protection sociale. En bref, le populisme paraît conforté, sinon relancé.

On comprend mieux dès lors la confiance affichée par la nouvelle coalition et la rapidité des reclassements au sommet de la « nomenclature », avec les remaniements ministériels et la réorganisation contrôlée de l'armée (98), les deux congrès du FLN peuvent combiner de nouveau la rente matérielle et la rente symbolique, réactiver le modèle idéologique fondateur et relancer la « religion civile » du 1^{er} novembre. Rassemblée à nouveau dans son Temple, l'élite du pouvoir renouvelle le pacte d'allégeance à l'Etat Parti et à ses dirigeants. A la « ba'ya khassa »* donnée au Président devant tout le pays, dans une cérémonie retransmise en direct à la télévision, s'ajoute la « ba'ya amma »* exprimée après coup par le suffrage universel (99). Le parti est retrouvé, le Président légitimé. Il n'était pas facile de succéder à H. Boumédiène, et beaucoup voyaient en son successeur un président de transition. Onze ans plus tard, ce dernier est toujours aux commandes.

Au plan politique, il consolide rapidement sa position personnelle par la reconstitution d'un cercle présidentiel, la création d'un réseau d'alliés et d'obligés traversant tous les appareils et de nombreux segments sociaux, position sanctionnée par l'éviction rapide de ses principaux concurrents et la certitude d'un second mandat (100). Au plan médiatique, en dépit de la fronde intellectuelle et de la « nocta »** populaire, il impose à l'intérieur l'image d'une « force tranquille » préoccupée du bien-être de son peuple et hostile à la bureaucratie, combinant la solidité de l'âge mûr et l'allure sportive de la jeunesse ; image confortée à l'extérieur par celle d'une diplomatie recentrée, tant aux frontières que dans le monde arabe, tant dans le dialogue avec l'ex-puissance coloniale que dans la relation aux deux « grands » (101). A la compréhension du « père » s'ajoute donc la pondération du « sage ». Au centre de la triangulation maghrébine s'impose progressivement une figure

(98) SP.

* allégeance de l'« élite », allégeance de la « plèbe ».

(99) TYAN, *op. cit.*

(100) SP.

** « blagues », « histoires populaires ».

(101) *id.*

d'équilibre entre l'«Emir des Croyants» et le «combattant suprême», faisant contraste avec le roi Machiavel et le grand vieillard finissant.

On continue par ailleurs la tradition bien rodée des «tournées» et des «inaugurations», et on place plus que jamais la relation du chef aux masses sous le regard des caméras. Mais si l'image présidentielle reste concentrée sur l'opposition du mot bienveillant destiné à l'homme du peuple et de la mise en garde adressée aux technocrates ou aux intrigants, comme un écho lointain – puisque les plaideurs sont renvoyés maintenant à l'Etat de droit-de l'ancien type idéal de la justice visible et accessible, elle est aussi redessinée dans son relief, à partir d'un fonds aussi ancien que la fonction. Trois postures seront ainsi constamment sollicitées, selon une fréquence et une gradation croissante : celle de la modestie à la mosquée, celle de l'autorité au Conseil des Ministres et lors des Congrès, de la souveraineté par le protocole d'accreditation des Ambassadeurs. Jamais la caméra n'a pareillement absorbé la relation politique. C'est l'époque où se conjuguent la «représentation télégénique» et le «welfarisme télévisuel» (102). Jamais l'Etat ne paraît avoir été aussi respecté, et la réception du chef de l'Etat à Paris donne la mesure d'une revanche sereine prise sur l'histoire (103). Jamais le pays n'a paru aussi heureux, après tant d'années fermées et austères. Le raï sort de l'underground, le pouvoir et les masses expriment à l'unisson leur fierté festive par la puissance sportive, dans le parcours du «mondial» et la victoire contre la «grande Allemagne» (104).

Mais ce n'est pas assez. On s'engage aussi, et pour la première fois depuis l'indépendance, dans une architecture politique monumentale qui veut célébrer, au lieu géométrique du pouvoir, dans la centralité de la capitale, la nouvelle alliance de la Politique et de la Culture. D'un même mouvement, on dresse pour celle-ci un Palais, et pour exhalter celle-là, un immense monument aux morts Maqham chahid, flanqué d'un Musée du Moudjahid et d'un luxueux complexe de détente et loisirs : Riad el Feth. On rassemble ainsi, dans le même périmètre, le symbole du sacrifice et le temps de l'argent, l'un et l'autre étrangers à la culture profonde du pays ; comme si, à vouloir magnifier et réifier la culture, on en révélait le manque.

Jamais la «nomenclature» n'a paru aussi nombreuse et aussi puissante, stimulée par le retour au parti, le jeu des affaires, la multiplication des places et des postes dans les Administrations, les wilayate et les sociétés nationales (105). Jamais pourtant elle n'a été aussi menacée dans ses bases

(102) La TV suit le chef de l'Etat dans l'inauguration des supermarchés, inondés soudain de télévisions, de frigidaires et de machines à lavers. Elle le suit aussi sur les sites culturels, et surtout à Riad el Feth. Il n'est pas juqu'à la musique raï pour sortir de l'underground avec le colonel Tounsi, alors responsable du nouveau complexe culturel, et accéder, non sans quelque lissage, à la dignité télévisuelle.

(103) «Actualité de l'émigration». – *Le Monde*.

Totalement spontanée, la fête populaire consécutive à cette victoire est sans conteste la plus massive et la plus échevelée depuis les journées de l'indépendance. Il y a là un indicateur socio-culturel de première importance puisqu'il souligne par contraste l'insertion progressive ultérieure d'un nombre croissant de ces mêmes jeunes dans la culture de l'émeute.

(104) Coupe du monde de football. Espagne 1982.

mêmes. On pouvait penser que l'émeute de Tizi Ouzou (1980) était parfaitement atypique, exclusivement due à une insatisfaction régionale d'ordre culturel provoquée par l'incompétence d'un haut fonctionnaire zélé, on n'accordait pas d'importance excessive au ratio de la dette extérieure pourtant supérieure à 30 % dès 1981. A l'entrée du deuxième mandat présidentiel (février 84), le système politique algérien paraissait pouvoir durer encore vingt ans. Deux ans avant son terme, il serait emporté par le cycle de l'émeute (octobre 1988).

Au moment où la lutte politique reprenait au sommet avec la discussion sur la nouvelle Charte Nationale (1986) personne ne pouvait imaginer une issue aussi rapide à la dégradation progressive de la situation politique et sociale. Beaucoup y sont allés, après 1988, de leurs prophéties rétrospectives. Restons en au principe de modestie épistémologique, à propos d'une évolution en cours, déjouant chaque fois les pronostics des plus perspicaces, et cessons de chercher une cause unique ou un facteur décisif à l'usure du système. Si l'incompétence et la corruption administratives accentuent le discrédit de l'Etat, si la baisse dramatique des ressources pétrolières en 1986 donne un tour plus dur à la crise économique et sociale, si la dévalorisation combinée de la politique et de l'économie expliquent le passage de la violence contestataire à l'émeute et favorisent le coup d'Etat, elles ne suffisent pas à conduire la société jusqu'à l'anomie et le système politique à l'implosion. Pas même le conflit de valeurs entre l'Occident matérialiste et l'Orient spiritua-liste qui précipiterait un retour du religieux, d'ailleurs nullement spécifique à l'Islam et déjà remarqué aux Etats-Unis à la fin des années 60. Ce sont les explications le plus souvent mises en avant, non sans de bonnes raisons, pour expliquer l'accélération de la crise générale de 1988/1990.

CONCLUSION

Portés par la nécessité de mobiliser efficacement la «rente matérielle» (les domaines des colons, puis le pétrole des trusts) et la «rente symbolique» (le sacrifice des «martyrs») dont la bonne et juste gestion est au principe du compromis populiste qui fonde leur légitimité – la rente matérielle doit être équitablement redistribuée au nom de la rente symbolique. – les trois régimes se sont réclamés pendant vingt cinq ans d'un horizon idéologique similaire et conforme à leurs mythes fondateurs (106), et ils ont gouverné selon des politiques fondamentalement proches (107). Dans une société traumatisée par sept années de guerre, encore marquée par la segmentarité, la disparité régionale, la culture orale et rurale, et le «sous-développement»,

(105) En raison de la «restructuration» de ces dernières, jugées trop lourdes, bureaucratiques et inefficaces. Le nombre des Walis (préfets), chefs de daïra (sous-préfets), PDG et DG, augmente de manière spectaculaire.

(106) Celui de la souveraineté populaire et de l'unanimité nationale hérités du «mouvement national», celui d'un nationalisme ouvrant «naturellement» la voie au socialisme, hérité de la «Révolution». Conformément l'un et l'autre à la personnalité arabe et musulmane du pays.

(107) Au moins jusqu'au tournant de 1985/1986.

ce compromis s'est inscrit dans un cadre supposé intangible : le parti unique, et la nationalisation, bientôt dominé par la « caste militaire » conduisant le système FLN-ALN.

Mais ce système étonnant de continuité est sans cesse menacé par les tensions inévitablement suscitées par l'intégration que suppose son frateralisme ostentatoire (108) ; il est toujours fragilisé par la moindre crise des ciseaux menaçant le principe d'équilibre entre les « rentes », sous la pression constante de la poussée démographique et de la frustration matérielle et culturelle.

Chaque régime doit se reproduire selon cette logique de dévalorisation/revalorisation permanente qui est au principe de sa tension dynamique et de la pérennité du système, alors que montent les générations qui ne « savent » rien du passé et ne « doivent » rien à la guerre. A chaque période de succession, à chaque tournant, le leader, quel qu'il soit, est conduit à payer de sa personne et à incarner le pouvoir tout entier, pour unifier ou tenir le noyau dont dépend sa survie, pour consolider le bloc de légitimité qui nourrit son régime, quitte pour ce faire à envisager une (fausse) « sortie du système » (109).

Dans chaque cas, le Président doit imposer par sa propre force, une démonstration verbale et non verbale de sa puissance, un modèle d'autorité compatible avec la formule populiste, la culture PPA-FLN de l'élite dirigeante et la représentation du lien social prévalant dans la « communauté nationale ». D'où un mimétisme politique relevant d'une complexe contamination des modèles, et cependant constamment original, toujours inscrit dans la « religion du 1^{er} novembre ».

Pierre Goubert l'a noté justement, « pour comprendre les petites gens, il faut remonter jusqu'au sommet » (110). A l'intersection du charisme du chef et de la culture des masses, il y a l'expression d'un « style » qui donne son sens et sa force à la reproduction de la société et à la pérennité de la communauté politique. Un style au sens de Pierre Bourdieu, fondé sur une stratégie de la « monstration », rendue d'autant plus lisible et efficace qu'elle est accordée à la culture des gestes de la vie quotidienne. Un style au sens de Peter Brown, une manière d'être en société et en communauté, dans un corps à corps avec la valeur centrale et le modèle qui l'incarne (111).

C'est cet « empire » de la politique sur la société qui se délite au tournant des années 80. Sinon la formule populiste elle-même, du moins son modèle héroïque d'intervention sociale, son modèle de leadership et sa liturgie politique, soudain mis à nu par la chute du baril, la montée de la dette, le retour aux pénuries et au chômage, surtout à partir de 1986. Tandis que

(108) Conflits économiques entre « privé » et « public », rivalités politiques entre les « groupes » et les « clans », tensions linguistiques entre francophones et arabophones, divergences culturelles entre laïcs et religieux...

(109) Boumédiène aurait envisagé un moment de renoncer au parti unique, et Chadly y est conduit par l'aggravation de la crise, en 1989.

(110) En présentant à la Télévision son « Mazarin ».

(111) BOURDIEU (P.) et BROWN (P.), *op. cit.*

les affrontements s'accroissent au sommet, la Télévision perd sa puissance politique de séduction, le Club des Pins sa centralité sacramentelle, la figure présidentielle son charisme, sa fonction lumineuse, sa puissance de thaumaturge.

Une crise d'autorité et de confiance gagne de proche en proche l'ensemble du corps social, de plus en plus inquiet sur son avenir, de plus en plus divisé sur ses valeurs, en quête de boucs émissaires (la femme, la mixité, les mœurs...) et de nouveaux guérisseurs.

Le pouvoir n'a plus d'aura, il est désacralisé. Ce que la politique perd en sacré, la « religion » le réemploie en se politisant. A la faveur du choc d'octobre 1988, et de l'accélération brutale des reclassements politiques dans le paysage national et international, le mouvement idéologique créé à partir des mosquées dans les années 70 se transforme en un vaste mouvement social et se porte candidat à la prise du pouvoir. L'absence d'alternative citoyenne à la « démoudjahidisation » décennale de la société algérienne a fait le lit de l'alternative islamiste.